

Vote des femmes :

l'amendement Grenier de 1944 (p. 5)

COMMUNISTES

Sigrid Gérardin/Européennes

Journal de campagne

(p. 3)

6 millions pour un homme parce qu'il est PDG, ça c'est un recul civilisation !



Vidéo

36 millions pour un homme parce qu'il est PDG, ça c'est un recul civilisation !

Le voisin

Dans un sondage ViaVoice de la mi-mars, comme on demande aux sondés sur quel poste du budget il serait pertinent de faire des économies, les sympathisants de gauche disent « les aides aux entreprises » à 52 % ; les sympathisants d'extrême droite répondent eux « les aides sociales » (51 %). En somme, dans l'imaginaire RN, l'ennemi, le profiteuse, le privilégié, c'est le voisin. ⚡

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



CETTE ENTREPRISE SACRIFIE 104 EMPLOIS



Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

24 avril, à partir de 18 h : Rencontre sur les inégalités en Seine-Saint-Denis : « Education, justice, police, où en sommes-nous ? », avec Stéphane Peu et Carinne Juste. Ecole Jean-Baptiste Clément, Villeteuseuse (93)

24 avril, à partir de 19 h : Réunion publique sur le travail co-organisée par les sections de Bourg-La Reine, Sceaux, Antony, Chatenay-Malabry, avec Claude Didry, sociologue, et Isabelle Meyrat, maître de conférences HDR en droit privé. Ancienne mairie de Sceaux (92)

24 avril, à partir de 20 h : La section des Mureaux organise une réunion publique sur le thème de l'Europe, l'immigration et les droits humains, en présence d'Assan Lakehou du MJCF. Espace de quartier Gérard-Philippe, Les Mureaux (78)

25 avril, à partir de 18 h30 : Espace Marx 60 invite à une conférence-débat « Égalité femmes-hommes : étude à partir de la situation actuelle et de la place des femmes, tant dans les rapports au travail, dans la vie sociale et dans tous les domaines de la vie », avec Yvette Cesbron, dirigeante départementale du PCF. Maison pour Tous Nelson-Mandela, Saint-Maximin (60)

25 avril, à partir de 20 h : Le Puy-de-Dôme accueille un meeting de campagne de Léon Deffontaines, avec André Chassaigne et Julien Brugerolles, Jeanine Erbland (candidate de l'Allier), Aurélie Demoulin (responsable du PCF du Cantal et syndicaliste cheminote), Angélique Thiallier (responsable du Modéf 63). Billom (63)

26 avril, à partir de 18 h : La section de Cruas organise une réunion publique autour des enjeux énergétiques liés au nucléaire, avec Serge Vidal. Salle des fêtes, Cruas (07)

26 avril, à partir de 18 h : La section Orange-Vaison organise une rencontre-débat sur le thème « Pour une politique agricole et alimentaire commune », animée par Julien de Benito, secrétaire départemental, et Nadia Boyer, membre de la commission Agriculture PCF. Violès (84)

26 avril, à partir de 18 h30 : À l'occasion du 80^e anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance, grande conférence organisée par le Cercle de La Renaissance, l'Institut d'histoire sociale CGT et la section PCF La Ciotat, avec Michel Pigenet, historien et professeur émérite. Plus que jamais d'actualité alors que les conquis du CNR sont attaqués par les gouvernements successifs. Cercle de la Renaissance, La Ciotat (13)

26 & 27 avril : Fête de l'Huma de Perquie. Vendredi 26 à 17h30 : présentation et dédicace par A. Chassaigne de son livre *Cuba, une étoile dans la nuit, la lutte du peuple cubain contre un blocus criminel*, 18h30 avec Cédric Clérin, rédacteur en chef de *l'Humanité Magazine*, débat autour des 120 ans de *l'Huma* et de la situation en Palestine. Samedi 27 à 9 h avec A. Chassaigne et Céline Piot (GRS), débat sur les élections européennes avec des propositions pour répondre à la crise agricole en France et en Europe. Vendredi soir, samedi midi : repas, bar, librairie et expositions sur : Huma, Manouchian, Cuba, lutte pour réouverture d'une voie ferroviaire. Solidarité Cuba, tombola au profit de *l'Humanité*. Per-

quie (40)

27 avril, à partir de 14 h30 : Conférence-débat « De la Guerre à la Paix, de Dien Bien Phu aux accords de Genève », avec l'ambassadeur du Vietnam et Alain Ruscio, historien. Salle de la Médaille, Saint-Pierre-des-Corps (37)

1^{er} Mai, à partir de 12h15 : Fête du Viaduc, fête du 1^{er} Mai du PCF Pays de Morlaix : concerts, interventions politiques, exposition, buvette & restauration. Salle socio-culturelle du bourg de Ploujean, Morlaix (29)

1^{er} Mai, à partir de 12h15 : Fête de la Section de Saint-Affrique centrée sur la solidarité du local au mondial, permettant aux militants syndicalistes et à toutes les personnes mobilisées pour le 1er Mai de prolonger la journée autour d'un repas convivial, de musique du monde, d'improvisation théâtrale. Salle du Caveau, Saint-Affrique (12)

4 mai, à partir de 17h : André Chassaigne signera son livre *Cuba, une étoile dans la nuit* avant d'échanger et de débattre à partir de 18h30 autour de « Quelle politique agricole mener en Europe ? ». Alba-la-Romaine (07)

4 mai : La fédération de l'Ariège organise une journée de formation à Pamiers : Jean-Marc Durand, économiste, candidat sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail » présentera un cours sur l'économie marxiste. Fédération de l'Ariège, Pamiers (09)

4 mai : La fédération du Bas-Rhin organise une journée d'hommage à la mémoire des déportés du camp du Struthof-Natzweiler. Plus d'informations au lien suivant : <https://3w4cl.r.ag.d.sendibm3.com/mk/mr/sh/OycXxko2a8zXNWxqdnOW0ZBy/Y-OZGpMkv9JK>

14 mai, à partir de 19 h : Débat en présence d'Yvan Garcia et Muriel Ressiguier, candidats aux européennes. Discussion autour d'un repas (13 €). Réservation et inscription au 06 70 52 19 32 ou sur . Salle Abel Genieys, Pignan (34)

15 mai, à partir de 18 h30 : Meeting national de la campagne européenne. Gymnase Japy, Paris (75)

17 mai, à partir de 18 h : Soirée film-débat sur Manouchian, la MOI et « Ces étrangers et nos frères pourtant » avec la projection du film *La Traque de l'Affiche rouge*. Centre de loisirs, Montataire (60)

19 mai, à partir de 10 h : Le PCF Oise organise la Fête de la Paix : débats, expositions, associations... La journée sera ponctuée de musiques et chansons ; un espace de jeux pour les petits comme pour les grands... ; un beau stand de livres... Centre de loisirs, Montataire (60)

25 mai : Fête de l'Huma 31, avec un meeting de Léon Deffontaines à partir de 16 h. Pechbonnieu (31)

1^{er} juin : La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

Journal de campagne

Notre campagne pour les élections européennes a bel et bien démarré et se développe partout en France. Et c'est assurément l'engagement de tous les communistes, des forces politiques et du monde du travail de notre liste qui échafaude nos tremplins pour gagner des député·es résolument à gauche au Parlement européen le 9 juin.

Lors des nombreux déplacements en régions, chaque rencontre avec les syndicalistes, les élu·es, les militant·es révèlent les ravages des politiques libérales à l'œuvre.

À Mulhouse par exemple, l'usine Stellantis (PSA Peugeot) va supprimer 600 postes d'intérimaires pour répondre à l'orientation financière des actionnaires : moins de volumes, plus de marges. Un hasard ? Alors que j'écris ces lignes les médias annoncent la rémunération scandaleuse de son DG Carlos Tavares qui devrait atteindre 36,5 millions d'euros pour

l'année 2023. C'est tout simplement insupportable et révoltant.

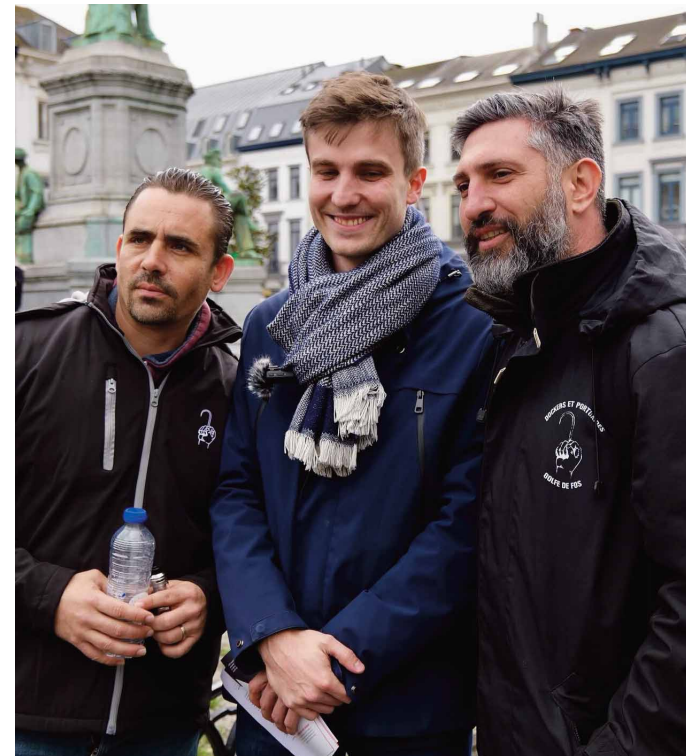
Cette caste de méga-fortunes fanfaronne dans les médias alors qu'elle pulvérise des milliers de familles par an en toute impunité et que son meilleur allié, le gouvernement, veut engager des coupes budgétaires inédites dans les budgets de l'État faute de financement suffisant. Taxer les profits, les super-fortunes en rétablissant à minima l'ISF est d'une actualité brûlante et nous devons le marteler.

À Limoges, ce sont les déserts médicaux qui inquiètent fortement la population ; et partout, à Rennes comme à Lanester en particulier, la question du démantèlement des services publics est posée avec à chaque fois des exemples de fermetures de lits d'hôpitaux, de bureaux de poste ou de classes.

Mais la résistance communiste et syndicale reste active et la résignation ne se conjugue pas au présent dans nos réunions publiques ! Les camarades citent même des victoires humaines et sociales comme la solidarité de tous les agents qui s'est déployée pour un postier sans-papiers que la direction voulait licencier – dans un quartier pourtant fortement marqué par l'extrême droite.

En parlant de résistance et de combat, saluons la mobilisation des profs et des camarades du 93, soutenue par leurs parlementaires qui mènent une lutte exemplaire pour obtenir un plan d'urgence basé sur les besoins qu'ils et elles ont recensés directement sur le terrain. Leurs revendications chiffrées portent un objectif simple : exercer leurs missions et faire réussir tous leurs élèves. Leurs audiences à Maignon ou au ministère se sont soldées par une fin de non-recevoir – la ministre s'étalant même sur de prétendus moyens ambitieux octroyés dans ce département. Une fois de plus, le déni du gouvernement en dit long sur leur manière de faire taire la démocratie sociale et sur leur mépris des salarié·es et des jeunes de milieux populaires.

Ces réunions publiques, ces échanges sont riches de rencontres, de combativité et d'humanité. De retour à Paris, je suis à chaque fois plus convaincue de la force de notre liste et de notre projet communiste. Cette conviction, je la ressens encore plus fortement quand je suis dans mon lycée pro et que je retrouve mes élèves. Ces jeunes des quartiers populaires, qui sont une des cibles privilégiées des politiques libérales



brutales en France, mais aussi de cette Europe qui assigne aux systèmes scolaires des États membres des objectifs chiffrés en terme de catégorie de main-d'œuvre : 30 à 40 % doivent sortir de l'école avec juste une qualification minimale.

Cette vision polarisée du monde du travail avec une assignation d'une partie de la population à des métiers d'exécutants, sans perspective de carrière, dévalorisés et mal rémunérés, comme cette vision séparatiste du système scolaire, nous n'en voulons pas !

Alors, on continue. Et le 9 juin, mettons des cailloux, des pierres et des pavés et envoyons au Parlement européen des député·es déterminé·es à gripper sérieusement cet engrenage capitaliste piloté depuis Bruxelles. ✪

Sigrid Gérardin
SNUEP-FSU



De l'utilité du retour aux cellules de quartiers ou d'entreprises !

La section PCF de Béziers, comme beaucoup d'autres en France, est persuadée que l'avenir du Parti communiste passe par la création ou la recréation de cellules de quartiers et d'entreprises qui organisent dans la proximité les gens, les ouvriers et employés sur les maux et les souffrances qu'ils vivent au quotidien. Ainsi, pour faire court, nous sommes persuadés qu'il ne peut y avoir de parti révolutionnaire sans occuper le terrain avec une dimension organisationnelle et émancipatrice. Sans cela, pas d'espoir d'enrayer l'absentéisme ni la progression de l'extrême droite qui, elle, n'a que très peu de militants locaux. Notre travail doit donc consister à reconstituer le maillage politique et de voisinage du PCF en faisant vivre des cellules avec un militantisme de proximité.

C'est aussi une des solutions pour ne pas abandonner des électeurs abusés par les médias dominants et les abstentionnistes. De toute manière, l'équation est simple, sur une ville comme Béziers de 80 000 habitants, gérée par un maire d'extrême droite député de la circonscription et sa femme, avec trois quartiers prioritaires de la ville et 20 militants actifs pour 140 adhérents, chacun comprendra que le défi est impossible à relever.

En partant de ce constat, en deux ans, nous avons recréé une cellule d'entreprise, les cheminots, et dernièrement une cellule de quartier qui prend toute sa place dans la campagne électorale pour la liste Gauche unie conduite par Léon Desfontaines.

En deux mois, la cellule est passée de 4 à 10 membres avec deux adhésions ; elle s'est trouvée un nom, Élise Carbonne, une résistante de Béziers complètement invisibilisée par une histoire dominée par les



hommes après la Libération. Et pourtant, Élise Carbonne fut responsable pour Béziers du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme en 1936. Elle déploya à ce titre une grande activité en faveur de l'Espagne républicaine, fut torturée dans la journée du 15 août 1944 et découverte pendue à un fil de fer, sans doute par ses bourreaux qui lui avait porté tant de coups qu'elle avait perdu l'usage de ses bras et de ses jambes. Une rue de Béziers, rue des Époux-Pignol, du nom de son mari, lui aussi résistant, perpétue leur souvenir.

Ainsi, les camarades de la cellule ont lié la question mémorielle à celle du féminisme. En deux sorties, dans une campagne qui démarre, en lien avec le plan de travail de la section, plus de 1 500 tracts ont été distribués par la cellule, des panneaux d'affichages ont été tenus, et des contacts pris pour renforcer le Parti, au plus près des citoyens, avec la pétition vie chère du PCF signée notamment devant l'école du quartier ! Imaginons un instant le résultat de l'activité militante si nous disposions d'une dizaine de cellules du même acabit sur la section !

C'est en cela une des voies, sinon la seule, que nous devons prendre afin de reconstruire une action collective de classe pour porter des solutions transformatrices et révolutionnaires, passer d'une classe en soi à une classe pour soi et forger la conscience de classe du prolétariat et la mobilisation populaire contre le capitalisme. ✪

Jean-Marc Biau

P/ La section PCF de Béziers et la cellule Elise Carbonne



Élise CARBONNE avec son mari (Source MAITRON)

★
MARS
AVRIL
MAI
2024
38

Cause commune

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

EUROPE POUR DES DROITS SOCIAUX

p. 3 ÉDITO
Une vague d'échelle européenne ?
Par temps brun ?

p. 66 PHILOSOPHIQUES
Ces immigrés qui ont fécondé la philosophie française

p. 82 LIRE
L'extrême droite sur le terrain

p. 8 GRAND ENTRETIEN
Amar Bellat - Le Plan climat : un projet communiste pour atteindre la neutralité carbone
Parti communiste français

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

1944-2024 : 80 ans du droit de vote des femmes

Des droits à défendre et de nouveaux pouvoirs à conquérir pour les femmes !

Les femmes obtiennent progressivement le droit de vote dans la majorité des pays autour des XIX^e et XX^e siècles. En 1925, alors que les députés se sont prononcés favorablement pour le droit de vote des femmes mais pas encore les sénateurs, le PCF est le seul parti à présenter des candidates aux élections municipales : à Douarnenez, l'ouvrière Joséphine Pencalet, qui a pris part à la grève des sardinières pour leurs conditions de travail et leurs salaires (une grève victorieuse dont nous fêterons cette année le centenaire), est élue. Mais son élection est annulée suite à l'opposition des sénateurs.

C'est seulement en 1944, quand la France se libère de l'occupation nazie et de la collaboration, que les femmes deviennent électrices et éligibles. En mars, l'Assemblée constituante provisoire, installée à Alger, leur accorde d'abord le droit de vote. Puis, le 21 avril 1944, l'amendement du député communiste Fernand Grenier modifie l'Ordonnance portant organisation des pouvoirs publics du Comité français de libération nationale pour qu'elles soient électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes. Ce droit de vote et d'éligibilité est enfin confirmé par le Gouvernement provisoire de la République française le 5 octobre de la même année et mis en pratique en avril 1945 lors des élections municipales.

Tout est à reconstruire, et les communistes prennent une part active dans l'édification de la société de l'après-guerre (Sécurité sociale, droits nouveaux pour les travailleuses et les travailleurs dans les entreprises...). Comment dès lors ne pas reconnaître, enfin, ce droit civique aux femmes, dont l'action dans la Résistance ne fut pas de moindre importance que celle des hommes ?

Depuis, de nombreuses lois (14 !) ont consacré la parité en politique, mais la progression vers plus d'égalité n'est ni linéaire ni irrésistible : les freins sont nombreux, aujourd'hui encore. Les inégalités, justifiées par des différences biologiques, qui assignent les femmes à la maternité et aux métiers du soin et du lien, les maintiennent dans un état de mino-



rité permanent. La sphère publique ne peut pas échapper aux inégalités observées dans le monde du travail où elles sont le résultat de la logique capitaliste : la division du monde du travail permet de mieux capter les richesses qu'il produit, le genre servant à justifier des salaires en moyenne inférieurs.

80 ans après, il est donc impossible de dire que l'égalité femmes-hommes est pleinement réalisée.

Les chiffres montrent au contraire que les femmes sont loin de représenter la moitié du corps politique ni, au sein de celui-ci, la moitié des plus hautes fonctions : 37 % de députées (un chiffre en recul pour la première fois depuis 1988), 36 % de sénatrices, 45 % de conseillères municipales, mais à peine 17 % de maires et le plus souvent de petites communes (25 femmes maires seulement dans les 100 plus grandes villes de France), et 20 % de présidentes de conseils départementaux. Derrière la parité quantitative se joue aussi la parité de responsabilité.

Or les femmes occupent des fonctions moins élevées que les hommes.

Alors que c'est encore très majoritairement sur les femmes, à plus de 85 %, que reposent les tâches domestiques et la charge de la famille et de la parentalité, qu'elles subissent de façon ultra majoritaire des temps partiels et donc des salaires partiels, il leur est difficile, voire matériellement impossible, d'imaginer se projeter dans un engagement civique et politique. Pour permettre aux femmes de disposer de leur temps et ainsi être en capacité de participer pleinement à la vie publique et politique, il faut s'attaquer à réformer structurellement le monde du travail, augmenter les salaires des métiers à prédominance féminine, légiférer pour indexer les salaires sur l'inflation, diminuer le temps de travail de toutes et tous pour travailler mieux et atteindre le plein-emploi. Et en amont, dispenser des enseignements non-sexistes à l'école afin que les petites filles et les petits garçons ne soient plus enfermés dans des stéréotypes de genre qui formatent leurs choix scolaires.

De telles avancées sociales bénéficieraient à toutes et tous : les conquies féministes ont en effet un impact sur le progrès social en général. Que les femmes occupent plus de place en politique, pèsent dans les décisions et le débat public, ne doit pas être considéré comme une défaite pour les hommes : ce sont des défaites pour le patriarcat. L'égalité est notre affaire à toutes et tous, femmes et hommes.

Cet anniversaire doit être l'occasion de faire le bilan des progrès et des reculs documentés, notamment par les rapports annuels du Haut Conseil à l'Égalité.

Il doit aussi être l'occasion de célébrer les conquêtes sociales du mouvement ouvrier et de ses élu-es mais surtout, au regard des reculs et des menaces qui pèsent sur les droits humains, d'exprimer le besoin d'en conquérir de nouveaux partout dans la société, particulièrement dans la sphère structurante du travail. ✪

Parti communiste français
19 avril 2024

Belfort : Hommage au CNR

Depuis 2013, la fédération du Territoire de Belfort a relancé une fête du livre visant à promouvoir la lecture et valoriser son fonds documentaire abondant à travers une bourse aux livres. D'abord organisée au sein même des locaux de la fédération, avec comme temps fort une conférence thématique, elle s'est depuis déportée dans les centres socio-culturels des quartiers de la ville de Belfort et enrichie d'une vente de livres neufs, dans un format plus long d'une journée et demie. Installée dorénavant dans le paysage culturel et militant de la ville, notre bourse aux livres bénéficie de nombreux dons de livres des camarades, portant notre collection à environ 1 000 ouvrages de toute nature.

L'édition 2024 était consacrée à l'héritage toujours vivant du Conseil national de la Résistance, avec trois temps forts ayant réuni chacun une cinquantaine de personnes. Au total ce sont environ 150 personnes différentes que la fête du livre a attirées, avec une vente de livres neufs et d'occasion ayant atteint un nouveau record.

L'équilibre financier de l'initiative, qui a représenté une dépense d'environ 600 € en location, affiches, et frais liés à l'accueil des intervenants, a été assuré par la vente de livres d'occasion, une buvette et la vente de gâteaux militants, une corbeille de souscription et, cette année, un repas convivial de clôture, qui quoique proposé à prix modique (10 €), a permis de contribuer aussi aux bénéfices. Mais c'est surtout le thème de notre fête du livre qui en a fait un événement politique important.

À travers l'excellent documentaire « Une histoire du Conseil national de la Résistance » de Jeanne Menjoulet, produit par le Centre d'histoire sociale, la conférence de Serge Wolikow consacrée à l'actualité du CNR, puis celle de Jean-Michel Leterrier sur la manière dont les questions culturelles et l'éducation populaire ont été traitées par le CNR avec un très grand angle couvrant presque l'ensemble du vingtième siècle, nous avons pu à la fois nous plonger dans les débats politiques qui ont préfiguré à l'élaboration du programme des jours heureux, mais aussi réfléchir aux conditions de sa mise en œuvre à la Libération puis aux développements auxquels il pourrait donner

lieu aujourd'hui.

L'héritage du CNR est bien toujours vivant et fécond.

Si la sécurité sociale, les nationalisations, le statut de la fonction publique et celui des travailleurs de l'énergie et des chemins de fer, les comités d'entreprise, demeurent des références indispensables, le CNR s'est aussi occupé de l'école, de la presse, des sports, de l'éducation populaire, du cinéma, de l'agriculture...

Résister et construire l'alternative en même temps, travailler sans cesse à la mise en mouvement populaire, confronter et rassembler toutes les forces disponibles, construire les rapports de force pour obtenir des avancées concrètes, ces deux journées nous ont montré pour aujourd'hui un chemin d'intervention et d'action particulièrement inspirant et d'actualité. ✪

Muriel Ternant

membre du CEN



Avec Cuba nous luttons pour un autre monde

Quelle est la situation vécue par le peuple cubain sous les coups du blocus étatsunien ?

L'image que donne la société cubaine est toujours contradictoire, mêlant des difficultés évidentes et des trésors d'ingéniosité pour les contourner.

L'État tente d'assurer le minimum vital, mais toute une économie parallèle se crée pour tenter de combler ses lacunes. Des activités ferment, d'autres se créent sur de nouvelles bases. Des raffineries s'arrêtent, faute d'approvisionnement, mais des centrales photovoltaïques s'installent.

Ces images montrent les difficultés et les potentialités. Mais les chiffres montrent l'ampleur des problèmes.

Il manque à Cuba la moitié du pétrole dont elle a besoin. La rénovation de l'industrie thermo électrique s'élève à 10 milliards. La récolte de sucre ne couvre plus les besoins nationaux, pas plus que la production de riz avec 1/3 des surfaces ensemencées. Il manque de la farine, du lait, des aliments pour la production porcine, la volaille... Les produits sont rares et beaucoup de temps est passé à la recherche d'aliments, de médicaments, d'un transport. Et en dehors du panier des produits de base fourni à bas prix par le gouvernement, les prix sont très élevés au regard des ressources.

À ces difficultés d'approvisionnement s'ajoutent les coupures d'électricité qui perturbent la vie de la famille, de l'entreprise, des services.

Pris par leurs préoccupations quotidiennes, nombre de Cubains ont du mal à imaginer leur devenir face à un blocus qui paraît insurmontable. Pour certains, c'est la route de l'exil.

Car la population n'a pas de doute sur les responsabilités de ses difficultés malgré les efforts des dirigeants étatsuniens de s'en disculper. En 2022, le blocus des États-Unis a coûté 4,8 milliards à l'économie cubaine. De combien de milliers de tonnes de blé, de riz, de pétrole, mais aussi de pièces de rechange et de moyens de production les États-Unis ont privé Cuba ? Et ceci depuis 62 ans !

Et cette agression des USA se réalise en violant le droit international. Un exemple que suivent – comment s'en étonner ? – d'autres pays en



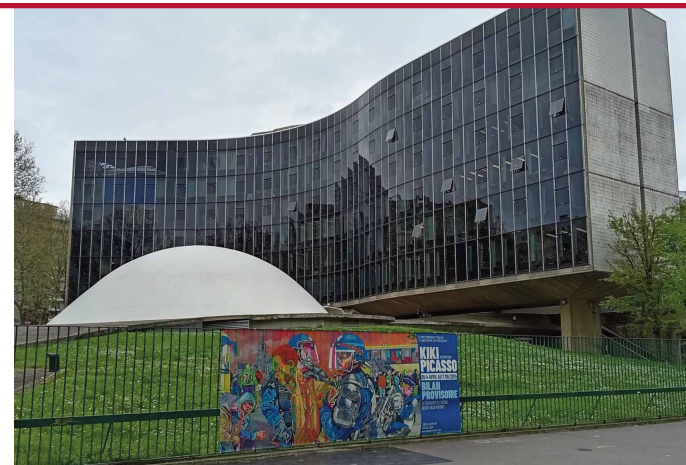
Levée immédiate du blocus de Cuba

Une urgence pour le peuple cubain, Une urgence pour les peuples du monde.



Palestine, en Ukraine et ailleurs. Une agression qui n'entraîne pas dans des États comme la France ou les pays de l'Union européenne, qui condamnent le blocus à l'Onu, toutes les mesures pour le contourner ou combattre ses effets, comme y invite la résolution qu'ils ont votée « de s'abstenir d'appliquer des lois contraires à la Charte des Nations unies ». C'est cette obligation que le Canada applique depuis 1985. L'Union européenne, elle, abandonne les mesures de protection envisagées... et sanctionne son ambassadeur à La Havane signataire d'une lettre collective réclamant... la fin du blocus ! Aussi la bataille pour Cuba n'est pas qu'un acte urgent et nécessaire de solidarité, c'est une bataille pour le respect du droit international garant de paix et d'humanité pour tous les peuples. C'est un moyen de contribuer à « un autre monde possible ».

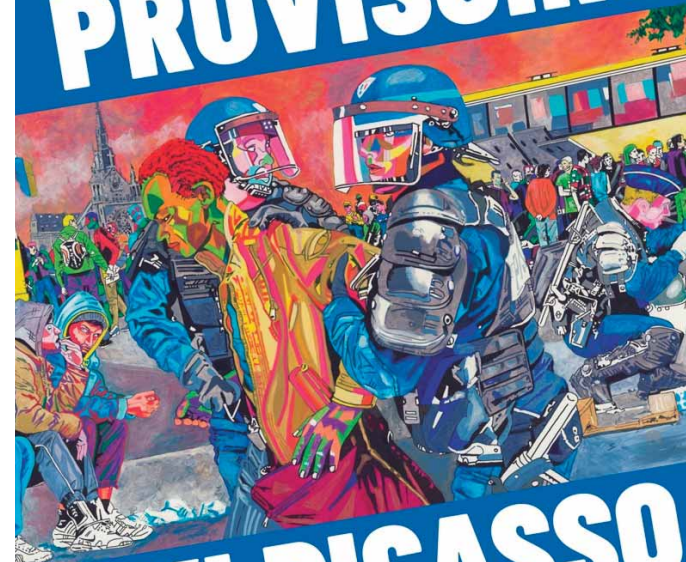
Jean Querbes



Le Parti communiste français et Libres comme l'art présentent l'exposition
DU 4 AVRIL AU 7 MAI 2024

BILAN PROVISOIRE

50 ÉVÉNEMENTS DE L'HISTOIRE RÉCENTE EN 50 PEINTURES



KIKI PICASSO

ESPACE NIEMEYER

2, place du colonel Fabien 75019 Paris
Entrée libre
www.bilanprovisoire.com

Le plan des Jeunes communistes contre la violence

A lors que les faits de violence entre jeunes sont de véritables faits de société, le gouvernement a fait le choix d'apporter des réponses démagogiques et réactionnaires. Alors que le problème est complexe, Gabriel Attal fait le choix du populisme en prétendant qu'il suffirait de régler un problème "d'autorité".

Face à cela, le Mouvement jeunes communistes de France a proposé son propre plan pour lutter réellement contre les violences entre jeunes.

Accompagner et protéger la jeunesse

- Garantir à chaque jeune qui en a besoin un accompagnement social de qualité.
- Renforcer les moyens des services de l'Aide sociale à l'enfance en recrutant plus de travailleurs sociaux.

En finir avec l'exclusion et la pauvreté

- Permettre à chaque jeune de construire son avenir et réussir ses projets de vie.
- L'augmentation des salaires et la fin de tous les contrats précaires.
- La suppression de la réforme du RSA et de l'assurance chômage qui plongent des milliers de personnes dans la pauvreté.

Un accompagnement éducatif à l'école

- Des moyens dans l'éducation pour permettre à tout le monde de réussir et la suppression de la sélection à l'entrée à l'enseignement supérieur.
- La création d'un véritable service public de l'orientation.
- Des recrutements massifs d'assistants d'éducation pour créer du lien avec les élèves et prévenir les situations de violences.
- Des recrutements massifs d'assistants sociaux et de psychologues pour accompagner chaque élève et lutter contre le harcèlement.

Faire société, combattre les communautarismes

- Des moyens pour tous les services publics pour que personne ne soit exclu de la République.
- Interdiction des écoles privées hors contrat.
- Refonte de la carte scolaire et fin des passe-droits.
- Créer des espaces de rencontres entre les jeunes pour faire société, malgré les différences (maison des jeunes, salles d'activités culturelles, infrastructures sportives...).
- Aider au développement des structures d'éducation populaire.

Lutter contre le retour du fait religieux et l'obscurantisme

- Interdiction des comptes de religieux sur les réseaux sociaux qui prônent des discours sexistes, homophobes et obscurantistes.
- Interdire le financement des cultes par des États étrangers.
- Des moyens dans l'Éducation nationale pour enseigner la laïcité.

En finir avec les trafics

- Des moyens à la hauteur pour démanteler les réseaux internationaux de drogue en s'attaquant aux têtes des réseaux.
- La mise en place d'une police nationale de proximité, dont le rôle doit être tourné vers la prévention, la dissuasion et non uniquement la répression.
- S'attaquer aux flux financiers de financement et de blanchiment des trafics, sanctionner les banques complices.

Lutter contre les violences sexistes et sexuelles

- 3 milliards d'euros par an pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
- Une véritable éducation à la vie sexuelle et affective.





Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
 COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
 Gérard Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
 Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
 MÈL : communistes@pcf.fr
 RELECTURE : Jacqueline Lamothe
 MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA



50^e anniversaire de la Révolution des Œillets : faire vivre les valeurs d'Avril !

Le 25 avril prochain marquera le 50^e anniversaire de la Révolution des Œillets au Portugal qui renversa la dictature fasciste qui opprimait le pays, ainsi que les peuples colonisés, depuis 48 ans.

Cette révolution ne signifie pas seulement la fin du fascisme. Ce fut aussi une remise en cause populaire du système d'accumulation capitaliste et d'exploitation impérialiste dont la dictature fasciste était l'outil politique, dans la situation de semi-dépendance dans laquelle celle-ci maintenait le Portugal. C'est-à-dire une exploitation impérialiste féroce des colonies par un système de travail forcé généralisé d'une part, et d'autre part le fait que ce système d'exploitation permettait à la dictature d'être au service des entreprises monopolistes des métropoles impérialistes. C'est donc un système d'exploitation global qui est remis en cause par les luttes anticoloniales tout d'abord, puis par la révolution de 1974.

Ce fut une révolution anti-impérialiste et anticoloniale, qui mit fin aux guerres coloniales, en reconnaissant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples colonisés d'Afrique, avec notamment ce que représentait Amilcar Cabral. Dirigeant du Parti africain de l'indépendance de Guinée-Bissau et du Cap Vert, marxiste convaincu, il s'est battu pendant plus de 25 ans pour l'indépendance de son pays.

Ce fut une intervention populaire pour la démocratie, ce fut une intervention ouvrière pour de nouveaux droits, pour le salaire minimum, pour la dignité dans le travail, pour le contrôle démocratique de la production. Cette révolution ne fut pas acceptée par les classes dirigeantes, portugaises et européennes. Elle fut l'objet de batailles politiques et sociales intenses. Le processus mis en œuvre par la révolution d'Avril, ses premières décisions et acquis progressistes se sont heurtés à l'offensive et aux tentatives de la droite de vouloir mettre en cause l'ensemble du processus révolutionnaire pouvant conduire à ce que nos camarades du Parti communiste portugais (PCP) souhaitaient, à savoir l'instauration d'une « démocratie avancée » dans des conditions inédites au Portugal. Ce fut aussi le cas lors des batailles pour l'adoption de la Constitution portugaise. Le texte constitutionnel prévoyait l'instauration d'un régime social et démocratique au Portugal, en incluant la nationalisation des secteurs clés de l'économie, la réforme agraire, la reconnaissance d'un vaste ensemble de droits sociaux en faveur des travailleurs dans les domaines de la santé, l'éducation, la sécurité sociale, la culture. Même si, comme le disent nos camarades du PCP, la Constitution d'Avril a été, pour une part importante, vidée de son contenu transformateur, après des décennies d'application de politiques de droite et néolibérales ins-

crites notamment dans les traités européens, elle n'en reste pas moins un référent pour les travailleurs et le peuple portugais, garantissant encore d'importants droits politiques, économiques et sociaux.

Ce fut enfin une manifestation de solidarité concrète entre les peuples français et portugais et singulièrement entre le PCF et le Parti communiste portugais. Elle se manifesta dans l'aide concrète apportée aux militants et dirigeants communistes portugais contraints à l'exil, à l'image d'Alvaro Cunhal, qui se réfugia en France après l'évasion collective de la prison de Peniche. Ce fut également la lutte pour assurer des conditions d'accueil, de logement et de travail décentes aux dizaines de milliers de travailleurs portugais qui arrivèrent en France à partir des années 1960. Les municipalités communistes ont été au premier rang de ces combats, à l'image de celle de Champigny et de son maire Louis Talamoni.

Alors que l'extrême droite prétend au pouvoir, le fait de faire vivre les valeurs d'Avril est un enjeu et une nécessité au Portugal, en France et dans l'ensemble des pays d'Europe. Cela implique une politique de paix, une politique de souveraineté démocratique des peuples, une politique sociale. C'est la bataille centrale du moment, pour reconstruire l'espoir et des nouvelles majorités populaires. L'anniversaire de la Révolution des Œillets n'est pas uniquement un enjeu mémoriel, qui est important en soi alors que les bourgeoisies cherchent à effacer cette mémoire de luttes ; il s'agit également d'un enjeu politique pour aujourd'hui et pour demain.

Pour évoquer toutes ces questions, le PCF a organisé ces derniers jours une série de rencontres avec Albano Nunes, dirigeant du Parti communiste portugais, acteur de la lutte contre le fascisme et de la Révolution. Divers débats ont été organisés, notamment dans le 20^e arrondissement de Paris et à Champigny. Les 25 et 26 avril, une délégation du PCF se rendra au Portugal pour participer à la manifestation populaire. Y participeront Denis Öztoran, maire de Bonneuil, et Pierre Garzon, maire de Villejuif. Le 26 avril, Sébastien Laborde prendra part à un débat sur la lutte contre l'extrême droite organisé par l'Association portugaise antifasciste. Ce seront des moments importants de solidarité internationale. ✪

Vincent Boulet

membre du CEN chargé de l'international

